

Note de service n° 83-284 du 21 juillet 1983

(Education nationale : bureau DAGEN 12)

Texte adressé aux recteurs et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale.

Possibilités de travail à temps partiel offertes aux maîtres exerçant dans les établissements d'enseignement privés sous contrat.

Mon attention a été appelée sur les possibilités de travail à temps partiel offertes aux maîtres exerçant dans les établissements privés sous contrat.

J'ai l'honneur de vous apporter les précisions suivantes :

1. MAÎTRES JUSTIFIANT D'UN CONTRAT OU D'UN AGRÉMENT DÉFINITIF

En application de l'article premier du décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié par le décret n° 81-232 du 9 mars 1981, les maîtres des établissements d'enseignement privé auxquels un contrat ou un agrément définitif a été accordé sont soumis, pour la détermination de leurs conditions de services, aux dispositions applicables de l'enseignement public.

Il en résulte que ces maîtres peuvent prétendre au bénéfice des mesures relatives à l'exercice de fonctions à temps partiel prévues par l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982, par le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982, par la circulaire n° 82-271 du 28 juin 1982 et par la note du 1^{er} juillet 1982 dans des conditions comparables à celles prévues pour les enseignants du secteur public.

Compte tenu des modalités particulières de recrutement et de gestion des maîtres des établissements privés, il convient de tenir compte des aménagements suivants :

Les maîtres qui sollicitent le bénéfice des dispositions sur le temps partiel pour une année scolaire doivent, pendant l'année scolaire précédente, avoir exercé à temps complet. Cette obligation est conforme à l'esprit qui a présidé à la rédaction de l'ordonnance du 31 mars 1982, à savoir : offrir la possibilité à des agents de passer du travail à temps plein au travail à temps partiel pour dégager des emplois. Cette condition est d'ailleurs, en fait, toujours remplie par les personnels titulaires de l'enseignement public qui, avant de pouvoir exercer à temps partiel, assuraient normalement un service complet. Elle est de plus exigée d'eux s'ils souhaitent, après avoir repris des fonctions à temps complet, obtenir le bénéfice d'une nouvelle autorisation d'exercer à temps partiel.

Toutefois, comme dans l'enseignement public, les autorisations d'exercer à mi-temps ou à temps partiel, précédemment accordées sur la base de textes antérieurs actuellement abrogés (loi n° 70-523 du 19 juin 1970 modifiée et loi n° 80-1056 du 23 décembre 1980), sont réputées transformées en autorisations de travail à temps partiel du nouveau régime et maintenues, à ce titre, jusqu'au terme de la période au titre de laquelle elles ont été délivrées.

L'autorisation d'exercer à temps partiel doit faire l'objet d'une demande expresse de la part de chaque postulant. Ces autorisations seront accordées par vos soins, sous réserve des nécessités de fonctionnement du service, lesquelles seront appréciées par le chef de l'établissement sous contrat, sous le contrôle des autorités académiques. En cas de réponse négative, la décision notifiée devra préciser le motif du refus. La possibilité de saisir une commission ne peut être offerte aux maîtres des établissements privés sous contrat puisque l'organisation des services d'enseignement n'est pas, dans l'état actuel de la réglementation, de la compétence des commissions consultatives mixtes.

L'article 8 de l'ordonnance du 31 mars 1982 prévoit que les personnes titulaires dont l'autorisation de travail à temps partiel arrive à son terme sont admises, de plein droit, à occuper à temps plein leur emploi ou un autre emploi conforme à leur statut.

Dans l'état actuel de la réglementation qui dispose que les maîtres des classes sous contrat sont recrutés par le chef d'établissement (contrat simple) ou sur proposition (contrat d'association), il n'est pas possible de donner aux maîtres des établissements privés sous contrat un droit équivalent.

En effet, si le droit de retrouver leur poste était accordé aux maîtres des établissements privés à l'issue d'une période de service à temps partiel, leur situation serait plus favorable que celle des enseignants du secteur public qui, dans cette hypothèse, ne retrouvent pas nécessairement le poste qu'ils occupaient antérieurement.

Au demeurant, l'emploi ne pourrait être conservé que si la partie de service non assurée par le maître était confiée à un auxiliaire.

Outre que cette possibilité n'est pas prévue par les textes, elle ne serait pas conforme à l'esprit de l'ordonnance du 31 mars 1982 et des textes pris pour son application qui disposent que les fractions de service doivent être regroupées pour constituer des supports budgétaires à temps plein ou à temps partiel qui ne doivent pas être pourvus par de nouveaux auxiliaires.

Il conviendra donc que vous informiez les postulants que la fraction de poste qu'ils abandonnent est vacante et peut être confiée à un maître contractuel ou agréé. Ils ne pourront donc retrouver un temps complet que si leur chef d'établissement dispose des heures vacantes nécessaires et propose au recteur d'académie de les leur confier à l'issue de la période de travail à temps partiel.

II. MAÎTRES EXERÇANT DANS UN ÉTABLISSEMENT SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

Les maîtres qui exercent dans un établissement privé sous contrat d'association et qui ne bénéficient pas d'un contrat définitif, et donc à ce titre des mesures prises au titre I de la présente note, relèvent des dispositions du décret n° 82-625 du 20 juillet 1982 modifiant le décret n° 80-552 du 15 juillet 1980 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat qui précisent les modalités d'octroi à ces agents du régime de travail à temps partiel.

III. MAÎTRES NON TITULAIRES D'UN AGRÉMENT DÉFINITIF EXERÇANT DANS UN ÉTABLISSEMENT SOUS CONTRAT SIMPLE

Ces maîtres sont exclus du bénéfice des mesures du travail à temps partiel.

Pour répondre à des questions qui m'ont été posées, je précise que :

1° Les personnels autorisés à exercer à temps partiel dans le cadre de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 sont soumis à la réglementation sur les cumuls et ne peuvent donc assurer en plus de leur activité d'enseignement « à temps partiel » une activité accessoire (notamment de direction) exercée de façon régulière.

2° Comme dans l'enseignement public, le service à temps partiel des maîtres en fonctions dans le second degré ne peut être supérieur à 90 % d'un service à temps plein.

3° Les décrets n°s 60-745 et 60-746 du 28 juillet 1960 modifiés (art. 4) disposent que des contrats ou des agréments peuvent être donnés dans les classes sous contrat aux maîtres qui assurent au minimum un demi-service, cette possibilité étant ouverte à concurrence de la moitié des effectifs des maîtres contractuels, agréés ou auxiliaires qui assurent des postes à service complet. Toutefois, des dérogations à cette dernière disposition peuvent être accordées par l'autorité académique en raison de circonstances particulières ; il n'y a pas lieu d'opposer aux maîtres qui sollicitent le bénéfice du régime de travail à temps partiel cette limitation si les nécessités de service ne la justifient pas.

4° Les périodes de travail « à temps partiel » effectuées par les maîtres visés au paragraphe II (contractuels provisoires ou auxiliaires des établissements sous contrat d'association), qui obtiendront ultérieurement un contrat définitif, seront assimilées à des périodes à temps plein pour le reclassement dont bénéficieront ces maîtres en application de l'article 9 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 modifié.

(BO n° 30 du 1^{er} septembre 1983.)

SIGNALE : Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).